

Le texte officiel du gouvernement chinois sur la situation des droits de l'homme aux États-Unis 2/2

Un retour d'ascenseur bien documenté et qui remet les pendules à l'heure, dont vous n'entendrez jamais parler dans la presse occidentale.

Partie 1 (<http://arretsurinfo.ch/le-texte-officiel-du-gouvernement-chinois-sur-la-situation-des-droits-de-lhomme-aux-etats-unis-12/>)

LES DROITS DE L'HOMME AU SOMMET USA/CHINE



(<http://arretsurinfo.ch/wp-content/uploads/2017/03>

/usa-onu-droit-humain.png)

Partie 1 (<http://lesakerfrancophone.fr/le-texte-officiel-du-gouvernement-chinois-sur-la-situation-des-droits-de-lhomme-aux-etats-unis-12>)

IV. La discrimination raciale s'aggrave

En 2016, les relations raciales aux États-Unis ont continué à se détériorer. Il y a eu de nombreux cas d'Afro-Américains abattus par la police

blanche. La discrimination raciale influence fortement l'application de la loi et de la justice. On constate des écarts systématiques entre les races minoritaires et les Blancs, tant dans l'emploi que dans les revenus. Les minorités subissent divers traitements discriminatifs dans les écoles et dans la vie sociale. Le site internet *USA Today* a publié, le 14 juillet 2016, un sondage révélant que 52% des Américains croyaient que le racisme contre les Noirs était un problème « *extrêmement* » ou « *très* » sérieux. Selon un sondage du *New York Times-CBS News*, 69% des interrogés ont déclaré que les relations raciales aux États-Unis étaient généralement mauvaises. Six Américains sur dix ont déclaré que les relations raciales s'aggravaient, en hausse par rapport aux 38% d'il y a un an (www.usatoday.com, 14 juillet 2016).

La discrimination raciale dans l'application de la loi et de la justice est une pratique courante. Le site internet du *New York Times* a rapporté, le 10 août 2016, que Baltimore pratiquait la « *tolérance zéro* » dans l'application de la loi, ce qui encourageait les policiers à effectuer de nombreuses arrestations, fouilles et incarcérations pour des infractions mineures et très discrétionnaires. Ces pratiques ont entraîné des violations répétées des droits constitutionnels et statutaires. Les données provenant des services de police du pays ont montré que les policiers utilisant la stratégie de tolérance zéro ont concentré leurs arrestations sur les hommes afro-américains dans les quartiers pauvres, tout en ignorant les mêmes infractions dans les quartiers blancs les plus riches (www.nytimes.com, 10 août 2016). Un sondage mené par l'Institut de recherche sur la religion publique aux États-Unis a montré que 64% des Afro-Américains ont déclaré que les mauvais traitements infligés par la police constituaient un problème majeur dans leur communauté. Plus de 81% des Américains noirs ont déclaré que les homicides commis contre les Afro-Américains étaient le reflet de la façon dont la police traite les Afro-Américains (www.prr.org, 7 août 2016). Le site internet du *Washington Post* a rapporté, le 31 août 2016, qu'il y a cinq ans, la police de South Bend, dans l'Indiana, avait confondu DeShawn Franklin, un étudiant de 18 ans, avec un autre suspect et ont pénétré dans sa maison sans mandat de perquisition. Ils l'ont frappé à plusieurs reprises et ont utilisé un pistolet paralysant contre lui. En août 2016, le jury a conclu que les agents avaient violé les droits constitutionnels de Franklin et a ordonné à chacun des accusés de payer à Franklin et ses parents un dollar pour la violation de leurs droits. La somme totale fut de 18 dollars en dommages et intérêts. Mario Sims, un pasteur de South Bend, a déclaré que le faible montant de la compensation envoyait un message fort à Franklin et à sa famille : « *Vos droits valent un dollar* » (www.washingtonpost.com, 31 août 2016). Les cas où la police a tué des Afro-Américains se sont produits à plusieurs reprises. Selon le site internet *Mapping Police Violence*, la police américaine a tué au moins 303 Afro-Américains en 2016 (mappingpoliceviolence.org, décembre 2016). Le 5 juillet 2016, Alton Sterling, un Afro-Américain de 37 ans, se battait avec d'autres personnes devant une épicerie à Baton Rouge, Indiana. Quand la police est arrivée, ils l'ont mis à terre, ont chevauché son corps et l'ont tué de plusieurs coups de feu (edition.cnn.com, 8 juillet 2016). Le 6 juillet 2016, la police du Minnesota a arrêté une voiture dont l'éclairage arrière fonctionnait mal et a tiré sur un homme afro-américain, Philando Castille, quand il cherchait son permis et sa carte grise. La mère de Castille a déclaré que son fils était « *un Noir au mauvais endroit, au mauvais moment* » et a déclaré qu'« *une guerre silencieuse contre les Afro-Américains* » sévissait. Le gouvernement des États-Unis a admis que les deux fusillades mortelles n'étaient pas des incidents isolés, mais symptomatiques de défis plus vastes, au sein du système de justice des États-Unis (www.bbc.com, 7 juillet 2016). Deux meurtres

consécutifs d'Afro-Américains par la police ont déclenché de violentes manifestations dans tout le pays. Le 7 juillet 2016, lors de manifestations à Dallas, au Texas, cinq policiers ont été abattus et neuf autres ont été blessés par un vétéran afro-américain, qui a déclaré vouloir tuer des policiers blancs pour protester contre la brutalité policière ([www. Usatoday.com](http://www.usatoday.com), 14 juillet 2016). Un rapport du *Washington Post* sur les fusillades de la police en 2015 a révélé que les Noirs américains étaient 2,5 fois plus susceptibles d'être abattus et tués par la police que les Américains blancs. Les hommes noirs non armés étaient cinq fois plus susceptibles d'être abattus et tués par la police que les hommes blancs sans armes (www.washingtonpost.com, 6 décembre 2016). Le 17 février 2016, Paul Gaston, un homme de Cincinnati âgé de 37 ans, venait d'être victime d'un grave accident de voiture avant d'être abattu par trois policiers. La police a prétendu que Gaston semblait chercher un pistolet dans sa ceinture, mais c'était une fausse arme. Le jour précédent, un homme blanc avait aussi pointé un faux pistolet contre la police de Cincinnati, mais la police n'a pas tiré un seul coup, a pacifiquement arrêté l'homme pour trouble à l'ordre public. Le *New York Daily News* a commenté ces deux incidents et leurs aboutissements différents qui ont mis en évidence les différentes attitudes policières envers les hommes noirs et blancs et le double standard racial en Amérique (www.nydailynews.com, 19 février 2016). Le site du *Washington Post* a rapporté, le 6 décembre 2016, qu'Edgar Maddison Welch, âgé de 28 ans, est entré dans un restaurant du nord-ouest de Washington alors qu'il portait un fusil semi-automatique. Welch est sorti du restaurant désarmé et les mains levées, et la police ne l'a pas tué (www.washingtonpost.com, 6 décembre 2016). En revanche, le 16 septembre 2016, Terence Crutcher a été abattu par la police à Tulsa, en Oklahoma. Crutcher avait les mains levées et le dos tourné. L'officier de police a également utilisé un pistolet Taser contre lui (www.cbsnews.com, 19 septembre 2016).

L'écart entre les minorités et les Blancs s'est agrandi en termes d'emploi et de revenu. Selon le Bureau américain des statistiques du travail, le taux de chômage pour les Afro-Américains, en décembre 2016, était presque le double de celui des Américains blancs. Le taux de chômage des Latino-Américains était de 35% supérieur à celui des Blancs américains (www.bls.gov, 6 janvier 2017). Le *New York Daily News* rapportait, le 21 septembre 2016, que l'écart salarial entre les Noirs et les Blancs est le pire en près de quatre décennies. En 2015, l'écart salarial horaire entre les Noirs et les Blancs s'est élargi à 26,7%, les Blancs gagnant en moyenne 25,22 dollars américains l'heure contre 18,49 dollars pour les Noirs (www.nydailynews.com, 21 septembre 2016). Il y a près de 40 ans, en 1979, l'écart salarial horaire entre les hommes noirs et les hommes blancs était de 22%, mais le chiffre est passé à 31% en 2015. L'écart salarial horaire entre femmes noires et blanches est passé de 6% à 19% (www.theguardian.com, 20 septembre 2016). *L'American National Women's Law Center* a rapporté que les femmes latinos gagnaient 54 cents pour chaque dollar gagné par les hommes blancs. Les femmes noires et latinos perdraient plus de 877 000 dollars américains et un million de dollars, respectivement, sur une carrière de 40 ans, par rapport à leurs homologues blancs (www.theguardian.com, 16 août 2016).

Les punitions disciplinaires sont clairement différentes entre les groupes raciaux dans les écoles publiques. Les données sur les droits civils du ministère de l'Éducation des États-Unis de 2013 à 2014 montrent que parmi les 2,8 millions d'étudiants renvoyés de l'école, 1,1 million sont des Afro-Américains. La probabilité de renvoi pour les étudiants afro-américains est de 3,8 fois supérieure à celle des étudiants blancs (www.ibtimes.com, 25 août 2016). Le site internet *USA Today* a rapporté, le 5 octobre 2016, que *l'Indian River School District* du Delaware avait

mis en place l'école *George Washington Carver* à Frankford, en tant qu'école d'éducation spéciale pour les étudiants indisciplinés. Dans le district scolaire *d'Indian River*, les étudiants blancs qui apportent des téléphones cellulaires à l'école voient généralement leurs téléphones confisqués pour une journée, mais un étudiant afro-américain vu avec un téléphone dans le sac à dos est directement envoyé à *Carver*. Des étudiants afro-américains ont été envoyés à *Carver* en nombre disproportionné sous divers prétextes et ils ont été soumis à la ségrégation de manière et pour des périodes de temps arbitraires, tandis que leurs besoins éducatifs ont été négligés. Une coalition de parents a déposé une plainte auprès de la Cour fédérale, affirmant que l'école était devenue un « *terrain de décharge* » pour les étudiants afro-américains (www.usatoday.com, 5 octobre 2016).

Les musulmans souffrent de plus en plus de discrimination grave. Le site internet du *Washington Post* a rapporté, le 9 décembre 2016, que 82% des Américains pensaient que les musulmans aux États-Unis faisaient face à la discrimination et une majorité de 57% disaient que les musulmans faisaient face à beaucoup de discrimination, soit sept points de plus que dans le dernier sondage il y a trois ans. Les enquêtes menées par *Pew Research Center* montrent que les musulmans se classent depuis des années comme le groupe faisant face à la plus grande discrimination aux États-Unis (www.washingtonpost.com, 9 décembre 2016).

La discrimination raciale est vivement condamnée par les Nations Unies. Après avoir mené des enquêtes aux États-Unis du 9 au 29 janvier 2016, le Groupe d'experts sur les personnes d'ascendance africaine du Conseil des droits de l'homme a exprimé de sérieuses inquiétudes concernant les homicides commis par la police, la présence de la police dans les écoles et la violence contre la communauté afro-américaine, les préjugés raciaux dans le système de justice pénale, l'incarcération massive et la criminalisation de la pauvreté qui affecte de façon disproportionnée les Afro-Américains. Mme Mireille France, qui dirige actuellement le Groupe d'experts des Nations Unies, a souligné : « *L'écart persistant dans presque tous les indicateurs du développement humain, comme l'espérance de vie, le revenu et la richesse, le niveau d'éducation, le logement, l'emploi et le travail, entre les Afro-Américains et le reste de la population états-unienne, reflète un niveau de discrimination structurelle créant de facto des obstacles pour les personnes d'ascendance africaine et restreignant l'exercice de leurs droits humains.* » (www.un.org, 29 janvier 2016). Le rapport de ce groupe d'experts de l'ONU montre que le gouvernement américain a manqué à ses obligations de protection des droits des Américains d'origine africaine et que le racisme systématique et structurel continue d'avoir un impact négatif sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des Afro-Américains d'aujourd'hui. Ce rapport critique particulièrement les meurtres policiers et les biais racistes du système judiciaire. Un grand nombre de cas prouvent que la violence et l'usage excessif des armes létales existent dans les processus d'application de la loi et que ces comportements sont pour la plupart exemptés de sanctions pénales. Les massacres policiers et le traumatisme qui en découle rappellent la « *terreur raciale et les lynchages* » du passé. L'impunité pour la violence de l'État a entraîné la crise actuelle des droits de l'homme et doit être traitée d'urgence. Selon le rapport, les meurtres commis par des policiers sur des Américains non armés d'origine africaine ne sont que la pointe de l'iceberg de la discrimination raciale répandue dans le système judiciaire. Le taux d'incarcération des hommes afro-américains est 5,9 fois plus élevé que celui les Blancs, tandis que celui des

femmes afro-américaines est 2,1 fois supérieur à celui des Blanches. Les Afro-Américains ne représentent que 14% de la population des États-Unis, mais ils représentent 36% des prisonniers fédéraux et d'État. Les Afro-Américains sont considérés comme des groupes criminels dangereux depuis l'enfance et sont confrontés à la présomption de culpabilité. Les Afro-Américains sont plus susceptibles de faire face à de graves sanctions pénales que les Américains blancs, en particulier pour la peine capitale. Le rapport souligne que les Afro-Américains sont également dans une situation très inégale en matière d'éducation, de soins médicaux, de logement et d'emploi. 26%(plus de 10 millions) d'Afro-Américains restent embourbés dans la pauvreté et 12% vivent dans ce que l'on appelle la « *grande pauvreté* ». En 2015, parmi les plus d'un demi-million de sans-abri aux États-Unis, les Afro-Américains constituaient 40,4% de ce groupe (www.un.org, 18 août 2016).

V. Les femmes, les enfants et les personnes âgées manquent de protection

En 2016, la situation de la protection des droits des femmes, des enfants et des personnes âgées aux États-Unis est inquiétante. Les femmes sont payées beaucoup moins, par rapport à leurs collègues masculins qui font le même travail, et elles sont souvent victimes de harcèlement sexuel et d'agression. Le taux de pauvreté chez les enfants est demeuré élevé et des cas de mauvais traitements envers les personnes âgées se produisent de temps à autre.

Les écarts de rémunération entre les sexes demeurent importants. Les femmes étaient payées beaucoup moins, par rapport à leurs collègues masculins qui font le même travail en 2016 (www.washingtonpost.com, 8 mars 2016). Une analyse a révélé que les femmes fonctionnaires de la ville de New York sont payées 18% de moins que les hommes (www.nydailynews.com, 11 avril 2016). L'écart de rémunération entre les sexes des superviseurs de San Diego était encore plus important. Les femmes qui travaillent pour les superviseurs du comté de San Diego gagnent environ 37 000 dollars américains de moins, en salaire annuel moyen avant impôt, que leurs collègues masculins (www.sandiegouniontribune.com, 14 août 2016). Selon un examen des statistiques du travail par le *National Women's Law Center* (www.sandiegouniontribune.com, 10 avril 2016), les femmes représentaient environ 60% des travailleurs californiens gagnant un salaire minimum ou moins.

Le harcèlement et les agressions sexuelles sont fréquents. Le site internet *USA Today* annonce, le 7 juillet 2016, qu'environ une femme sur quatre affirme avoir été harcelée au travail (www.usatoday.com, 7 juillet 2016). Il ajoute qu'avec beaucoup de victimes trop effrayées pour parler, les avocats et les experts disent que le nombre réel de cas est probablement beaucoup plus élevé. Le site internet du *New York Post*, daté du 14 juillet 2016, rapporte qu'une enquête a révélé que le législateur du Tennessee, Jeremy Durham, a utilisé sa position pour harceler sexuellement au moins 22 stagiaires, lobbyistes, employés et travailleurs politiques (nypost.com, 14 juillet 2016). Dans le domaine de l'application de la loi, la police des États-Unis n'a pas fourni une protection adéquate aux victimes d'agression sexuelle et a une attitude très méprisante face aux victimes. Le 28 octobre, le *New York Times* rapportait que les agents de Baltimore ont parfois humilié les femmes qui ont essayé de dénoncer une agression sexuelle et ont négligé certaines plaintes déposées par certaines victimes. Certains officiers ont blâmé les

victimes ou les ont découragées d'identifier leurs assaillants. Il y avait même des plaintes selon lesquelles certains policiers ciblaient des membres d'une population vulnérable – les personnes impliquées dans le commerce du sexe – pour les contraindre à leur offrir des faveurs sexuelles en échange de leur non-arrestation, d'argent ou de stupéfiants (www.nytimes.com, 2016). Un article du *Los Angeles Times*, du 28 octobre, déclarait que près de la moitié des femmes pauvres ont été attaquées au cours des 12 derniers mois; plus d'un quart d'entre elles ont été agressées sexuellement (www.latimes.com, 28 octobre 2016). À la date du 26 février 2016, des enquêtes fédérales liées à la violence sexuelle étaient en cours dans 167 collèges et universités, selon le ministère de l'Éducation. Un sondage de la *Washington Post-Kaiser Family Foundation* de 2015 a révélé que 20% des jeunes femmes qui ont fréquenté le collège pendant une période de quatre ans ont déclaré avoir été agressées sexuellement (www.washingtonpost.com, 5 mars 2016). Un sondage mené auprès des étudiants diplômés de Santa Cruz a révélé que 32,6% des 200 répondants disaient avoir été harcelés sexuellement ou connaissaient quelqu'un qui l'avait été (www.latimes.com, 2 mars 2016). Des violences sexuelles ont également eu lieu dans les écoles primaires et secondaires. Au cours de l'exercice 2015, le ministère de l'Éducation a reçu 65 plaintes relatives aux droits civils, liées au traitement des violences sexuelles par les districts scolaires de la maternelle à la 12^e année – soit le triple de celui reçu l'année précédente (www.washingtonpost.com, 17 janvier 2016). Le site internet du *Miami Herald*, le 21 septembre, racontait qu'une fille de 16 ans a dit à son lycée qu'elle avait été agressée sexuellement, mais son école a échoué à répondre correctement et elle a été davantage traumatisée pendant l'enquête. Elle a finalement été renvoyée (www.miamiherald.com, 21 septembre 2016).

La protection des droits des enfants est insuffisante. L'Institut urbain des États-Unis, le 11 septembre 2016, a publié un rapport indiquant que quelques 6,8 millions de personnes de 10 à 17 ans souffrent d'insécurité alimentaire. Face à l'insécurité alimentaire aiguë, certains jeunes se livrent à des comportements criminels comme la vente de drogues et le vol d'objets à revendre pour de l'argent. Certains jeunes se prostituent pour de l'argent et payer leur nourriture. Dans quelques communautés, les adolescents parlent d'aller en prison ou d'échouer à l'école (pour pouvoir assister à des cours d'été et prendre le déjeuner scolaire) comme des stratégies viables pour s'assurer des repas réguliers (www.urban.org, 11 septembre 2016). Un sondage mené par le *Pew Research Center* a révélé qu'environ 59% des personnes interrogées disent que le gouvernement ne fait pas assez pour les pauvres ou pour les enfants (www.pewsocialtrends.org, 4 février 2016). Un rapport du site internet d'*Associated Press*, daté du 14 octobre, indiquait qu'au cours des six premiers mois de 2016, des mineurs sont morts suite à des fusillades accidentelles à un rythme d'un jour sur deux (bigstory.ap.org, 14 octobre 2016). Le site internet de *USA Today* rapportait, le 5 octobre, qu'une nouvelle étude suggère que plus de 160 000 enfants dans 19 États sont victimes de châtiments corporels dans les écoles chaque année (www.usatoday.com, 5 octobre 2016). À la mi-septembre au Texas, suite à de mauvais traitements, plus de 14 000 enfants n'avaient pas été examinés par les enquêteurs dans les temps impartis. Certains enfants décédés dans des cas de violence à l'égard des enfants étaient déjà sur le radar des services de protection de l'enfance (www.mystatesman.com, 4 octobre 2016).

Les personnes âgées vivent dans la difficulté. Dans un rapport publié sur le site internet du *Christian Science Monitor*, en date du 15 juin, les

estimations du Centre national américain sur la maltraitance des personnes âgées, donnent 5 millions de personnes âgées victimes de violence chaque année, 90% étant maltraitées par des membres de la famille et la moitié par leurs propres enfants. L'abus peut être verbal, financier, physique ou sexuel (www.csmonitor.com, 15 juin 2016). La situation des femmes âgées est tout aussi inquiétante. L'Institut national de la sécurité des retraités a indiqué que les femmes sont 80% plus susceptibles que les hommes d'être appauvries à 65 ans et plus. Les femmes de 75 à 79 ans sont trois fois plus susceptibles (www.chicagotribune.com, 10 juillet 2016).

VI. De flagrantes violations des droits de l'homme dans d'autres pays

En 2016, les États-Unis ont continué à piétiner les droits de l'homme dans d'autres pays, causant d'énormes pertes civiles. Leurs projets de surveillance du monde ont porté atteinte à la vie privée des citoyens d'autres pays, et les États-Unis ont mis en place des camps de détention dans de nombreux endroits du globe, dans lesquels des prisonniers ont été illégalement détenus et torturés.

Les frappes aériennes ont causé un grand nombre de victimes civiles. Selon *Airwars*, un projet visant à suivre les frappes aériennes au Moyen-Orient, les États-Unis ont organisé à plusieurs reprises des *forces de coalition* pour lancer des frappes aériennes contre les forces militaires en Irak et en Syrie, depuis le 8 août 2014. Au 19 décembre 2016, Les États-Unis ont effectué 7 258 frappes aériennes contre l'Irak et 5 828 contre la Syrie, causant 733 incidents et un nombre estimé de morts civiles situé entre 4 588 et 6 127 (www.airwars.org, 19 décembre 2016). Selon un rapport du site du *Los Angeles Times* du 2 décembre, un raid aérien américain a tué au moins 15 civils dans la province de Nangarhar en Afghanistan (www.latimes.com, 2 décembre 2016). Depuis 2009, le nombre de civils tués par les drones américains est de plus de 800, au Pakistan, au Yémen et en Somalie (www.theguardian.com, 1er juillet 2016).

La question de la détention illégale et de la torture de prisonniers d'autres pays est restée sans solution. Le gouvernement des États-Unis a promis de fermer le camp de détention de Guantánamo Bay en 2009, mais au 4 décembre 2016, il y avait encore 59 détenus (www.cnn.com, 4 décembre 2016). Selon un article du *Washington Post* du 14 juin, l'*American Civil Liberties Union* (ACLU) a intenté un procès contre la CIA pour violation de la « *liberté d'information* » et l'a contraint à publier 50 documents déclassifiés. Un rapport déclassifié révélait que dans une prison de la CIA en Afghanistan connue sous le nom de *fosse à sel*, le militant Gul Rahman a été placé dans une cellule « *extrêmement froide* », a été torturé en versant de l'eau sur son corps et est mort d'hypothermie pendant sa détention (www.washingtonpost.com, 16 juin 2016). Un document intitulé *Description des pressions physiques* décrit comment la CIA torture des détenus, par des gifles au visage, l'utilisation de couches, d'« *insectes* » et d'« *enterrement simulé* ». En novembre 2016, le procureur en chef de la Cour pénale internationale a déclaré dans un rapport que les forces armées américaines et la CIA auraient commis des crimes de guerre en torturant des détenus en Afghanistan (www.csmonitor.com, 15 novembre 2016).

Les États-Unis ont continué leurs projets d'espionnage à grande échelle. Les services de renseignement des États-Unis ont placé sous surveillance à long terme des dirigeants et hommes politiques d'autres États, des institutions diplomatiques et des gens ordinaires. Depuis que

l'agent de la *National Security Agency* (NSA), Edward Snowden, a divulgué les programmes de surveillance américains aux médias en juin 2013, les États-Unis ont continué à étendre leur surveillance des chefs de file et des dirigeants d'autres États, malgré les critiques. En 2016, la CIA a investi dans l'espionnage de Twitter, Facebook, Instagram et d'autres médias sociaux (theintercept.com, 15 avril 2016). Un gratte-ciel sans fenêtre de Manhattan semble être un lieu secret utilisé pour le programme de surveillance de la NSA qui visait non seulement les communications nationales, mais aussi le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et au moins 38 pays (www.independent.co.uk, 17 novembre 2016). Une base d'espionnage appelée Titanpointe au siège de la NSA a utilisé l'équipement d'entreprises comme AT & T et a espionné les appels téléphoniques, les fax et les données Internet, interceptant des données satellitaires, y compris des e-mails, des chats, des appels Skype, des mots de passe et des historiques de navigation Internet. Les États-Unis ont fait l'objet de nombreuses critiques de la part de la communauté internationale.

Par Le Bureau d'information du Conseil d'État de la République populaire de Chine – Le 9 mars 2017 – Xinhua
(http://news.xinhuanet.com/english/china/2017-03/09/c_136115481.htm)

Partie 1 (<http://arretsurinfo.ch/le-texte-officiel-du-gouvernement-chinois-sur-la-situation-des-droits-de-lhomme-aux-etats-unis-12/>)

Traduit par Wayan pour le Saker Francophone (<http://lesakerfrancophone.fr/le-texte-officiel-du-gouvernement-chinois-sur-la-situation-des-droits-de-lhomme-aux-etats-unis-22>)